

4 juin 1998

Le manifeste du RAP

Rupture avec le PQ ou retour au nationalisme social-démocrate ?



Certes, être de gauche signifie être contre les coupures, l'exclusion, la privatisation et le libre-échange comme l'affirme la proposition de manifeste du RAP rejetée par l'Assemblée de fondation. Mais la solution programmatique à cette opposition repose-t-elle dans un « *État limit[ant] les lois du marché...* » ? Le but stratégique du RAP serait-il un capitalisme à visage humain, un retour à l'État keynésien idéalisé des trente glorieuses (1945-1975) ? Sa tâche politique se résumerait-elle alors soit à combattre les abus commis par les forces du marché (les banques, les transnationales) ou à faire pression sur l'État pour qu'il joue son rôle redistributif en faveur des exclus ?

Toutes ces luttes contre les abus et pour la redistribution de la richesse sont économiquement nécessaires. La lutte contre la souffrance et pour le bien-être a des impératifs immédiats. Elles le sont aussi politiquement. Il ne peut y avoir de politique ouvrière et populaire développée sans un riche terreau de luttes sociales. Mais comme le sait tout jardinier, une terre, pauvre ou riche, laissée à elle-même donne surtout de la mauvaise herbe... et en abondance. Les luttes de résistance peuvent en effet difficilement dépasser l'horizon limité du contrôle du marché. Leurs revendications et leurs forces limitées ne leur permettent pas d'aller au-delà.

Transcroître le marché est-il vraiment nécessaire ? Ne serait-il pas suffisant d'en arriver à un *modus vivendi* entre capital et travail grâce la force d'un « ...**État démocratique, respectueux des citoyennes et citoyens et gérant du bien commun ;...** » ? Est-il possible de dompter « *[l]a dictature des marchés* » de sorte à construire, même lentement, une société de plus en plus libre et égalitaire ? L'histoire du capitalisme nous apprend tout autre chose. Au premier âge de l'impérialisme du début du siècle, qui a donné momentanément au capital les moyens d'une certaine paix sociale dans les pays du *centre*, a succédé les deux guerres les plus épouvantables que l'humanité ait jamais connues, entrecoupées d'une crise sans précédent, ni avant ni depuis lors, dans les pays impérialistes, et conclues par l'Holocauste et la Bombe.

Quant au second âge keynésien de l'impérialisme, qui a donné momentanément l'État providence, il n'en finit plus d'agoniser dans la généralisation du chômage et de la misère, le développement des inégalités tant nationales qu'internationales, la banalisation de la violence ethnique et sexiste et la déstabilisation des écosystèmes planétaires. Il ne s'agit pas de contrôler la Bête, mais de la tuer avant qu'elle nous tue. Car dans un système dont la base est l'accumulation des moyens d'exploiter, la Bête se

renforce toujours et déploie sa force destructrice du moment qu'elle n'est plus étroitement surveillée.

La compréhension de l'histoire assigne donc au prolétariat (c'est-à-dire à ceux et celles qui sont contraintes à louer ou à essayer de louer leurs cerveaux et leurs bras contre un salaire pour ne pas être socialement exclues) la tâche générale d'en finir avec *la dictature des marchés*, c'est-à-dire de renverser le capitalisme, que sa forme soit néolibérale ou keynésienne, cette dernière forme ne résultant que d'une lutte non-achevée contre le libéralisme de type ancien et ne pouvant aboutir qu'au néolibéralisme d'aujourd'hui, faute de rupture anticapitaliste. Tel doit être le but proposé par un manifeste de la gauche. De ce but découle la tâche politique de coordonner, unifier et synthétiser l'ensemble des luttes sociales, programmatiquement et organisationnellement, ce qui aboutit à leur proposer un dépassement de leur horizon *naturel* de limitation du marché.

Ce dépassement peut-il être de renforcer un État soi-disant faible contre les banques et les transnationales comme le propose le projet de manifeste ? Ce n'est pas parce que l'État néolibéral réduit les budgets des programmes sociaux en mettant fin à leur universalité qu'il devient *minimal*. La part des revenus des États impérialistes dans la production nationale reste, en effet, à un sommet historique. L'État impérialiste reste donc fort, non seulement à cause de sa fonction répressive développée mais aussi de sa capacité intacte d'intervention économique au bénéfice de *champions nationaux*. Que sont d'ailleurs le FMI, l'OCDE et le Conseil de sécurité de l'ONU sinon un club des États impérialistes.

En cas d'attaques contre les banques et les transnationales, comme le démontre de mille et une manières l'histoire séculaire du mouvement ouvrier et populaire, hier et aujourd'hui, celles-ci auront tôt fait d'appeler l'État à la rescousse, État qui dispose d'une panoplie de bâtons et de quelques carottes, tel l'économie sociale, pour assurer la paix sociale.

La tâche politique que doit donc proposer un manifeste de gauche pour dépasser l'horizon du marché sera donc la conquête de l'État. Pourra-t-on employer celui-ci tel quel contre le capital financier et le patronat ? Comme l'État est une vaste hiérarchie bureaucratique imbibée jusqu'à la moelle d'idéologie capitaliste, il faudra rapidement en briser l'appareil répressif, décapiter les sommets de ses bureaucraties et démocratiser le reste. Ça, un manifeste anticapitaliste doit le dire. Le prolétariat ne se mobilisera pas pour substituer à la dictature du marché une dictature bureaucratique à la mode stalinienne ou social-démocrate, cette dernière combinant une bureaucratie tentaculaire à la dictature patronale.

Faudrait-il, tant qu'à y être, démolir tous les appareils de l'État pour remettre le pouvoir à un éventail de collectifs à la base qui finiraient par s'assembler en fédérations puis en une fédération de fédérations ? Une telle naïveté permettrait aux forces capitalistes, plus riches, plus expérimentées, mieux réseautées et disposant d'important appuis internationaux, de se réorganiser et de planifier une contre-offensive. Un manifeste de gauche doit expliquer la nécessité de remplacer l'État bourgeois par un État ouvrier cent

fois plus démocratique mais qui, inévitablement, gardera un caractère bureaucratique et répressif même si celui-ci ira en s'amenuisant à la longue.

Toute minimisation de la tâche politique de conquête et de reconstruction de l'État, si lointaine puisse-t-elle paraître, conduit, aujourd'hui, à secondariser et/ou retarder la construction de l'outil pour y arriver : le parti ouvrier.

Seul la conscience élevée de la tâche politique centrale permet la motivation : de trouver temps et énergie de construire le parti malgré l'appel pressant des luttes pour des réformes dans lesquelles, par ailleurs, le parti doit s'enraciner ; de résister à la tentation de substituer à la construction du parti l'organisation d'assauts médiatiques directs contre le néolibéralisme, sans nier leur caractère mobilisateur et politisant ; de ne pas tomber dans le piège de coalitions électoralistes sans rupture anticapitaliste tout en développant notre tactique de front uni électoral ; de ne pas céder à l'engouement anti-néolibéral, tout en dénonçant le discours et les politiques néolibérales, qui masque plus souvent qu'à son tour une nostalgie keynésienne d'impossible régulation d'un capital qui, débarrassé de l'espoir socialiste, de souffre plus aucune entrave à sa liberté de circuler et d'exploiter.

La fausse conception d'un *bon* État contre un *mauvais* marché, qui traverse la proposition de manifeste, y recoupe la conception d'un Québec innocent balayé par « *[u]n vent de droite venu des États-Unis et du reste du Canada...* » qui cause « *...une américanisation de notre économie [nous réduisant] à être un peuple de sous-traitants de l'Oncle Sam et, de nouveau, "les nègres blancs d'Amérique"* ». On croyait bien que c'en était terminé à tout jamais de cette théorie, populaire dans les années 60, d'un Québec colonisé par l'impérialisme américain et canadien.

Faut-il rappeler que le PIB québécois, en 1997, est 21% du PIB canadien par rapport à un poids relatif de 24% pour sa population. Un tel ratio sent certes l'oppression (sans aucunement définir ce rapport de subordination de type politique mais à conséquence économique la plupart du temps) mais pas une colonie qui se signale par une différence qualitative de niveau de vie par rapport à la métropole. Quant à la distribution des revenus, elle n'est pas plus inégalitaire au Québec qu'elle ne l'est au Canada anglais alors que les colonies se dénotent aussi par une relative plus grande inégalité interne que la métropole. Sans doute est-ce différent pour plusieurs nations autochtones pour lesquelles on peut peut-être parler de colonies intérieures.

Encore une fois, pour trancher clairement, il faut laisser parler l'histoire. Jusqu'au milieu de ce siècle, Montréal a été la métropole de la bourgeoisie canadienne. Encore aujourd'hui, malgré un taux de chômage parmi les plus élevés dans le classement des grandes agglomérations nord-américaines, Montréal possède, dans le même classement, une des structures industrielles les plus *high tech*, et cette fois-ci à forte présence francophone contrairement à l'industrie lourde de la première moitié du siècle.

La société québécoise francophone a commencé à s'industrialiser rapidement dès le dernier tiers du dix-neuvième siècle. Depuis le début s'est constituée une élite d'affaires francophone qui, depuis la modernisation institutionnelle des années 60, s'est

transformée en un segment non négligeable de la bourgeoisie canadienne avec Desjardins, la Banque nationale, Bombardier, Québécor, SNC-Lavallin, etc. sans compter les entreprises d'État comme Hydro-Québec. Drôle de colonie. Un Québec détaché tel quel du Canada ferait partie intégrante des pays impérialistes même si son poids géopolitique relatif ne serait pas équivalent à sa population relative.

Les rapports de domination entre le Québec et les ÉU sont une composante des mêmes rapports entre le Canada et les ÉU, c'est-à-dire qu'ils relèvent de la hiérarchisation au sein des puissances impérialistes – par exemple le Canada appartient à la zone ALÉNA dominée par les ÉU – et non des rapports Centre-Périphérie qui caractérisent, par exemple, les rapports Canada (Québec)/Mexique au sein du même de l'ALÉNA. L'un et l'autre rapports, de nature économique-politique, sont clairement à distinguer du rapport d'oppression, qui caractérise la relation Canada/Québec, de nature politique, dont le but essentiel est de diviser pour régner.

C'est l'oppression nationale du Québec qui s'accroît depuis la venue de Trudeau au pouvoir en 1968, et non pas une quelconque tentative de colonisation du Québec. La première victoire de taille des fédéralistes a été les reculs constitutionnels de 81-82, dans la foulée de la défaite de 1980, suivie du charcutage de la loi 101 tout au long des années 80. Depuis l'ALÉNA, cette offensive s'accroît et, après la défaite référendaire de 1995, a pris le visage ultra-chauvin du plan B. Tout au plus peut-on parler de conséquences économiques négatives du plan B car depuis la fin du *beau risque* conservateur, il n'est plus question de faire quelque faveur à l'aile québécoise de la bourgeoisie canadienne, par exemple pour l'industrie militaire, la revitalisation industrielle de Montréal, le TGV de Bombardier ou même Air Canada.

La raison en est que la bourgeoisie canadienne, en compétition directe avec la bourgeoisie américaine dans un marché en voie de mondialisation, doit accentuer le taux d'exploitation du prolétariat canadien depuis les contre-réformes reaganiennes américaines des années 80 dont l'équivalent n'avait pas pu être appliqué au Canada par le gouvernement Mulroney, empêtré qu'il était dans le *beau risque*. Selon l'OCDE, le rendement sur le capital aux ÉU a augmenté de près de 12 points de pourcentage entre 1982 et 1997 mais de seulement 2 points au Canada durant la même période.

Mais la prise de pouvoir libéral de 1993 a inauguré tant une contre-offensive sociale avec la série des budgets Martin qu'un durcissement marqué envers le Québec devenu une offensive anti-Québec après octobre 1995. La stratégie libérale est claire : galvaniser le nationalisme canadien, et plus particulièrement le chauvinisme anti-Québec, pour empêcher toute lutte populaire pan-canadienne anti-néolibérale. Jusqu'ici elle y réussit partiellement, une certaine hausse du rendement sur le capital s'étant produite depuis 1993 après une stagnation suivie d'une baisse dans les 10 années précédentes.

La réponse ouvrière ne peut être que de construire l'unité du prolétariat de l'État canadien sur la base de la lutte pour l'indépendance du Québec ou de l'appui à cette lutte, comme seule réponse crédible à la conquête, à la victoire vengeresse des habits rouges en 1837-38, à Lord Durham, à la Confédération élaborée sans aucune

participation populaire, à l'écrasement armé de la révolte de la nation Métis en 1885, aux deux crises de la conscription, à la loi des mesures de guerre d'octobre 1970, au *non pour le changement* menteur de Trudeau en 1980, à la nuit des longs couteaux de 1982, aux jugements anti-loi 101 de la Cour suprême, à Meech, à la provocation de la crise d'Oka, à Charlottetown et au plan B. Se contenter de réclamer un abstrait droit à l'autodétermination ou même une vague souveraineté, partenariat ou pas – que d'aucuns peuvent interpréter comme s'exerçant dans le sens de décider de rester au Canada – ne fait pas le poids au lourd déterminisme de l'histoire de l'État canadien qui s'est formé comme une prison des peuples.

On se surprend de la mollesse du manifeste sur la question nationale, qui n'emploie pas une seule fois le mot *indépendance*. Heureusement que l'orientation générale décidée par le RAP à son assemblée de fondation a rectifié ce malentendu sans toutefois le lier fortement à l'objectif d'un Québec socialiste ou au moins anticapitaliste sinon par la formule « *émancipation sociale et libération nationale* » qui traduit davantage une stratégie, par ailleurs fort juste parce qu'elle règle le faux débat entre choisir de privilégier la question nationale sur la question sociale ou vice versa, qu'un but. Comme il est difficile de séparer but et stratégie, on peut être rassuré... mais pas tout à fait.

L'hésitation du manifeste sur la revendication de l'indépendance est cependant logique puisque le parti pris nationaliste du manifeste (le *bon* Québec versus les *mauvais* ÉU et Canada) ne conduit nullement à l'indépendance, aussi surprenant que cela puisse paraître. La base idéologique du nationalisme c'est le culte de la différence que la non-reconnaissance par l'Autre exacerbe mais ne crée pas. Comme cette base ne repose sur aucune remise en question sociale, le nationalisme ne peut aboutir à l'indépendance que si la bourgeoisie nationale veut mener le combat pour son propre État. Hors l'aile québécoise de la bourgeoisie canadienne, malgré ses divergences avec Bay Street, est tout à fait intégrée à cette bourgeoisie canadienne, particulièrement sa couche dirigeante financière et transnationale. Elle l'a d'ailleurs clairement démontré au référendum de 1995 quand elle est montée aux barricades pour défendre le fédéralisme.

Conscient de ce cul-de-sac, le gros des forces nationalistes évacuent la revendication de l'indépendance pour lui substituer la souveraineté, le plus souvent la souveraineté-partenariat et peut-être bientôt la seule récupération des pouvoirs linguistiques et culturelles à la mode du Reform Party, sur la base de l'égalité formelle des provinces, ce que René Lévesque avait accepté dès 1981. Les nationalistes de gauche peuvent toujours accolé l'anti-néolibéralisme à leur souverainisme. Ça demeure un collage. Au mieux, la souveraineté n'est qu'un « **outil et un moyen** » comme le dit le projet de manifeste, et non pas un des piliers d'un programme anticapitaliste.

Pourtant la revendication de l'indépendance est le tendon d'Achille de la bourgeoisie canadienne. La domination de cette bourgeoisie, malheureusement, n'est aucunement menacée ni par les luttes ouvrières et populaires, ni par les luttes nationales autochtones, ni par les luttes des femmes, etc.. Mais elle rage de ne pas pouvoir casser la volonté du peuple québécois de remettre en question jusqu'à l'existence même de son État, la base territoriale de son pouvoir. D'où l'essence anticapitaliste, et certainement donc anti-

néolibérale, de la lutte de libération nationale du peuple québécois pour son indépendance.

Cette lutte recèle d'autant plus un potentiel anticapitaliste qu'elle a une dynamique de rupture de la mainmise idéologique, politique et organisationnelle de la bourgeoisie sur le prolétariat, par le biais du nationalisme social-démocrate ou de l'un ou l'autre. Les consultations sur l'avenir du Québec en février 1995 et surtout la campagne référendaire elle-même, qui a presque tourné en affrontement ouvert de classe, ont démontré d'une façon frappante ce potentiel de rupture. Les luttes de libération nationale, comme luttes anti-néolibérales, sont la contrepartie des déchirements ethniques qui font imploser ou fragilisent les États ravagés par le néolibéralisme. Pour les nations opprimées et les pays dépendants du tiers monde aux prises avec le néolibéralisme, les débouchés sont soit une lutte de libération nationale ou anti-impérialiste dans une perspective anticapitaliste, soit une dérive ethnique pour le partage des terres, des moyens de production restants, des armes et des miettes.

Un manifeste de gauche au Québec sera donc franchement indépendantiste s'il est en même temps clairement anticapitaliste. On parle alors d'une indépendance internationaliste qui branche le peuple québécois sur l'avenir du monde. Comme la proposition de manifeste du RAP n'est pas anticapitaliste, elle n'est pas, non plus, clairement indépendantiste. Il est heureux que ce manifeste n'est pas été adopté lors de l'assemblée de formation du RAP. La coalition électorale de gauche qui doit se former lors d'un congrès cet automne devra se doter d'une plate-forme électorale. Sera-t-elle anticapitaliste et indépendantiste ? Le débat est ouvert.

Marc Bonhomme, 4/06/98